



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° 1291/2022/DREAL/UD88 du - 5 JAN. 2023

**mettant en demeure la société CMNE : CARRIÈRES & MATÉRIAUX NORD-EST,
de respecter les prescriptions de limitation des bruits émis dans l'environnement par les
installations classées pour la protection de l'environnement en application de l'article L. 171-8
du Code de l'environnement**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 08 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu la notification de la société CMNE déclarant son changement de dénomination sociale initialement appelée SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST, en date du 06 octobre 2022 ;
- Vu le rapport en date du 21 novembre 2022, rédigé par l'inspecteur des installations classées, mettant en évidence la non-conformité de valeurs d'émergence sonore dans des zones à émergence réglementée ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à la CMNE, en date du 30 novembre 2022 ;
- Vu les observations émises par la CMNE par courrier reçu le 27 décembre 2022 ;

Considérant que dans le cadre de l'examen des éléments en sa possession (rapport de mesures de bruit dans l'environnement, réf. N° KSP2108-0489 CARRIERE DE TRAPP du 17 juin 2022), l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : dépassements diurnes et nocturnes des valeurs d'émergences sonores limites définies par l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui stipulent qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine...* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1 – La société CMNE, exploitant une carrière à ciel ouvert de basalte sur la commune de RAON L'ÉTAPE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé relatives au respect des niveaux de bruit dans les zones à émergences réglementées sous un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.

La nature et le calendrier de mise en place de des mesures de réduction nécessaires devront être communiqués, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à la DREAL.

Après la réalisation de la campagne de mesure de bruit de 2023, l'exploitant procédera à une analyse de l'efficacité des mesures de remédiation prises. Les conclusions de cette analyse seront transmises à la DREAL en même temps que les différents rapports liés à la surveillance environnementale (eaux de surface, bruit et émissions de poussières dans l'environnement).

Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CMNE, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée à la mairie de RAON L'ÉTAPE et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le - 5 JAN. 2023

La Préfète,

Par délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David FERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.